Sur l'ouvrage de Jules Falquet *Pax Neoliberalia, perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*

Oriane Petteni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/1044>

DOI : 10.4000/grm.1044

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Oriane Petteni, « Sur l'ouvrage de Jules Falquet *Pax Neoliberalia, perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence* », *Cahiers du GRM* [En ligne], 11 | 2017, mis en ligne le 19 décembre 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/1044> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.1044>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© GRM - Association

Sur l'ouvrage de Jules Falquet Pax *Neoliberalia, perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*

Oriane Petteni

RÉFÉRENCE

Jules Falquet, Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence, iXe, 2016

- 1 Présentons d'abord cette figure active et activiste du féminisme matérialiste contemporain. Jules Falquet est actuellement maitresse de conférence en sociologie à l'Université Paris-Diderot. Après une thèse de doctorat intitulée « *Femmes, projets révolutionnaires, guerre et démocratisation : l'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)* », elle oriente ses travaux vers l'étude des résistances à la mondialisation néo-libérale dans une perspective féministe, antiraciste et matérialiste. Elle consacre alors de nombreux articles à ce qu'elle nomme la face « souriante¹ » de la mondialisation néolibérale, à savoir les micro-crédits venant en aide aux femmes des pays du tiers-monde, ou encore l'implication des institutions internationales dans la promotion des droits des femmes². La problématique centrale de ses travaux consiste alors à interroger l'impact de l'intégration des femmes dans le monde du travail sur l'amélioration de leur situation et sur leur émancipation. Pour ce faire, elle questionne l'hypothèse nodale des analyses féministes dominantes concernant les sociétés industrielles :

(Ces dernières soutiennent que) l'accès à une rétribution monétaire (entrée – même partielle – sur le domaine du travail) constitue une avancée pour les femmes, leur permettant de s'autonomiser de l'institution familiale généralement dominée par les hommes, tout en démystifiant le caractère supposé naturel et donc gratuit des activités qui leur sont assignées³.

- 2 Dans quelle mesure donc, se demande Jules Falquet, l'organisation capitaliste actuelle est-elle un vecteur d'émancipation (comme elle semble l'être dans les sociétés industrielles et démocratiques où les femmes des classes moyennes et bourgeoises ont conquis un certain nombre de droits) ou d'oppression des femmes ? Et plus globalement, de quelles femmes ? Car, soulignons-le dès maintenant, tout l'intérêt de la démarche de Jules Falquet est de reposer sur une méthodologie imbricationniste (plutôt qu'intersectionnaliste), à propos de laquelle elle s'est longuement expliquée dans l'entretien que nous lui avons consacré dans le précédent numéro des *Cahiers du GRM*⁴. Cette méthodologie, qui s'inscrit dans le courant de pensée féministe matérialiste francophone principalement initié par le travail de Colette Guillaumin et Nicole-Claude Mathieu, postule une imbrication permanente, dans l'analyse d'une conjoncture politique, des rapports de classe, de sexe et de race, tout en refusant de valoriser un des trois agendas ou d'envisager qu'un problème puisse se décomposer analytiquement en isolant l'un des termes au dépend des autres. Cette conception imbricationniste des rapports sociaux a conduit Jules Falquet à forger le concept de « vases communicants⁵ », non sans importance pour la suite de notre propos. L'idée étant que les trois rapports sociaux, de sexe, de classe et de race sont intrinsèquement liés, « si l'on touche à l'un de ces rapports, alors cela fait automatiquement bouger les autres (pas nécessairement dans des proportions identiques ni dans un sens prévisible⁶) ». Par conséquent, la lutte ne peut s'organiser efficacement qu'en prenant en compte cette dynamique globale.
- 3 En 2012, Jules Falquet soutient son habilitation intitulée « *Les mouvements sociaux dans la mondialisation néolibérale : imbrication des rapports sociaux et classe des femmes (Amérique latine-Caraïbes-France)* » et revient donc à son terrain de recherche privilégié, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, en axant cette fois-ci le propos sur les mouvements de résistances à la mondialisation néolibérale, avec une attention toute particulière portée aux mouvements des femmes et des activistes lesbiennes. C'est dans ce contexte tout à la fois académique et activiste qu'il faut replacer la parution de son dernier ouvrage, *Pax Neoliberalia, Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*⁷. Celui-ci s'ouvre sur deux dédicaces glaçantes. La première à Marisela Escobedo Ortiz, mère assassinée d'une balle dans la tête en plein jour alors qu'elle réclamait la justice pour le meurtre de sa fille par son petit ami ; la deuxième à Berta Cáceres, activiste en lutte contre un projet de barrage hydroélectrique soutenu par la banque mondiale, la Chine, les Pays-Bas et la Finlande, assassinée chez elle en 2016. Loin d'être anecdotiques, ces deux dédicaces incarnent tragiquement l'urgence du propos qui sera celui de Jules Falquet dans l'ouvrage et assument son caractère à la fois académique et militant. Elles offrent alors sur le mode de la vignette un aperçu de deux des principales cibles (plutôt que « victimes ») de la violence néolibérale dans le contexte sud-américain : les femmes au foyer, les travailleuses précarisées qui deviennent parfois militantes par la force des choses (perte d'un enfant, de proches etc.) et les activistes féministes qui prétendent combattre les projets destructeurs d'écosystèmes sociaux et naturels défendus par les complexes militaro-financiers⁸. A ce propos, il est utile de préciser que l'ouvrage de Jules Falquet a paru la même année que l'anthologie⁹ d'Emilie Hache recueillant les textes les plus représentatifs de l'écoféminisme originaire des pays anglo-saxons. Certains des textes littéraires et des expérimentations militantes décrites peuvent présenter un prolongement intéressant aux mouvements évoqués par le chapitre quatre de Pax Neoliberalia, « Luites (dé)coloniales autour du "territoire-corps" : de la

guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala » et aux textes militants présentés en annexes.

- 4 Pour en venir maintenant au corps même du texte, celui-ci est composé de quatre chapitres, chacun déployant une étude de cas d'un type spécifique de violence contre les femmes dans une zone géographique particulière : violences domestiques au Salvador, service militaire obligatoire en Turquie, féminicides massifs impunis au Mexique et enfin luttes et pratiques militantes contre les violences faites aux femmes au Guatemala. Le fil conducteur qui relie ces essais en apparence disparates est bien évidemment la violence, celle-ci étant envisagée comme un *continuum*, de manière *systémique* et *structurelle*. C'est dans cet effort théorique précis que réside l'originalité de l'ouvrage de Jules Falquet. Ainsi l'auteure cherche-t-elle pour chaque étude de cas à complexifier et surtout à politiser l'interprétation de faits qui offrent à première vue un refuge confortable à des explications de type « naturaliste », « masculiniste » ou tout simplement sensationnalistes : la violence domestique et les viols de guerre relèveraient d'une « pulsion » de violence chez le compagnon, le service militaire serait un « rite initiatique violent » inculquant aux hommes la virilité, les meurtres de femmes seraient d'ordre purement « misogynes » et/ou « symboliques ».
- 5 Si l'on prend le cas du premier chapitre, « « Guerre de basse intensité » contre les femmes ? La violence domestique comme torture : réflexions à partir du Salvador », il s'agit de travailler à partir d'un fait « privé » et « domestique », la violence conjugale, pour en déplier les implications sociales, politiques et – c'est ici l'influence que le féminisme matérialiste apporte à l'ouvrage – économiques. L'analyse s'appuie en premier lieu sur un acquis déjà ancien des travaux féministes matérialistes, à savoir le fait que les tâches domestiques exécutées par les femmes sont en réalité à considérer comme un travail, produisant une valeur non-rémunérée dont il y a tout avantage à s'approprier. C'est autour de ce point aveugle du marxisme orthodoxe que les analyses désormais fameuses de Silvia Federici¹⁰, Leopoldina Fortunati, des féministes de Padoue puis des féministes matérialistes francophones se sont articulées¹¹. C'est à partir de ce fond d'analyse que Jules Falquet pose l'une des deux thèses principales du chapitre :

Je tenterai de montrer que, loin d'être un phénomène naturel, individuel – un moyen mécanique pour les hommes d'obtenir de « meilleures » prestations domestiques ou une soupape pour la frustration masculine – la violence contre les femmes doit être replacée dans un contexte global qui lui permet d'exister¹².
- 6 Selon Colette Guillaumin – l'une des références majeures des travaux de Jules Falquet –, si le prolétaire vend sa force de travail, certes à un prix bien souvent sous-évalué, la « classe des femmes » en revanche ne s'appartient pas à elle-même et ne peut donc pas vendre une force de travail qui lui appartiendrait. Elle est alors sujette à l'appropriation privée (comme le mariage) ou bien à l'appropriation collective (prostitution, ordres religieux, mères porteuses, etc.). Les procédés de l'appropriation privée sont caractérisés par une fréquente absence de rétribution monétaire, comme dans le cas du mariage, à l'exception éventuelle de la dot. Les procédés d'appropriation collective, par une très faible rétribution d'un travail considéré comme « de service », à la lisière de tâches naturelles et par conséquent dévaluées monétairement.
- 7 Par conséquent, on imagine bien que pour former une « armée de réserve » de travail domestique appropriable – pour détourner le terme marxiste de sa valeur d'usage courante – il est souhaitable de précariser (comme dans le cas des prolétaires) ou de vulnérabiliser la population et/ou la classe sujette à l'appropriation. C'est dans ce cadre

que Jules Falquet cherche à comprendre tout à la fois le rôle de la violence domestique mais également sa relative ou – dans le cas du chapitre trois sur le Mexique – totale impunité par la loi. L'exercice d'une violence latente et quasi-systématique dans l'espace privé (comme dans le cas du Salvador où les statistiques parlent de 57 % des femmes mariées ou en union libre battues par leurs compagnons) ou public (comme dans le cas des féminicides de Ciudad Juarez évoqué par le chapitre trois) permet de terroriser et donc de vulnérabiliser à faible coût une main d'œuvre gratuite (dans le cas du travail domestique) ou bon marché (dans le cas des travailleuses racisées de Ciudad Juarez), qui ne cherchera ainsi pas à se rassembler, à lutter ou à se révolter. Si l'on suit cette fois-ci Paola Tabet¹³, les trois conditions d'un échange sexuel réciproque sont en effet : (i) que tout le monde ait accès aux moyens de production (et notamment les femmes) ; (ii), que tout le monde ait accès à la connaissance et (iii) que personne ne soit menacé de violence. Interdire à une classe, à une race (au sens employé par les études postcoloniales) ou à un sexe l'accès aux moyens de production et à l'éducation, en faisant planer une menace de violence réelle, permet d'organiser la démoralisation et la désorganisation dudit groupe et, par-là, d'assurer un maintien des rapports de domination, voire d'extorquer « d'importantes quantités de travail gratuit » et « d'abaisser le coût de la reproduction sociale¹⁴ », si l'on suit la conclusion du premier chapitre.

- 8 Cette analyse a pour conséquence tout à la fois de *dé-naturaliser* la violence majoritairement exercée par la classe des hommes mais également de la politiser. Celle-ci ne doit plus être comprise comme « pulsion », simple « misogynie » ou encore, dans une lecture dé-naturalisée mais simplement symbolique, comme une « manifestation culturelle de la virilité ». Elle doit au contraire être comprise comme une *pratique* ou une *technique* plus ou moins consciente et organisée, par l'Etat, l'armée, les groupes paramilitaires et/ou financiers, afin de maintenir la « classe des femmes » – et, parmi elles, les femmes le plus souvent racisées et prolétarisées – sous la domination de la « classe des hommes », mais également des complexes économico-militaro-financiers, comme nous le verrons un peu plus loin. C'est dans ce cadre que Jules Falquet pose la thèse la plus forte du livre, qu'elle ne cessera de faire varier par la suite dans les autres chapitres : la violence domestique, mais plus largement la violence faite aux femmes, peut s'apparenter dans sa mise en pratique aux formes de tortures notamment pratiquées en temps de guerre.

Je propose ici de prolonger cette réflexion [sur la violence domestique] en montrant qu'il s'agit en fait d'un instrument clé du maintien des rapports sociaux de sexe et de l'ordre social – en établissant un parallèle avec la torture puis plus largement avec les mécanismes de contrôle social connus sous le nom de « guerre de basse intensité » [...] en soulignant le fait que certains maris/compagnons frappaient leur femme *de manière à ne pas laisser de traces*, comme des tortionnaires expérimentés¹⁵.

- 9 Le second chapitre, s'il change d'espace géographique pour étudier le cas de la Turquie, permet cependant d'étayer cette thèse en axant le propos sur une technique particulière d'enseignement et de légitimation de l'usage de la violence par la « classe des hommes¹⁶ » : le service militaire obligatoire. L'étude de cas reprend une préface écrite en 2014 par Falquet en introduction à l'ouvrage d'une anthropologue turque, Pinar Selek, intitulé *Devenir homme en rampant. Service militaire en Turquie : construction de la classe de sexe dominante*¹⁷. Selon Falquet, cette étude de cas permet de « comprendre avec une grande netteté, de manière en quelque sorte idéal-typique, comment la

violence peut être utilisée pour forger un groupe social en lui garantissant certains privilèges¹⁸ ».

- 10 Par une description précise des différentes étapes du service militaire, du rôle joué par l'arme dans le développement d'un imaginaire de la possession d'un objet-compagne et par les humiliations dans la légitimation du monopole de la violence, Falquet, avec l'aide des éléments d'enquête de Selek, dresse un tableau de la manière dont l'État peut organiser non seulement l'apprentissage de la violence, mais rendre également désirable la volonté de la faire subir à son tour, en tant qu'elle peut garantir une place dans une classe ou une position dominante, en l'occurrence la « classe des hommes » :

Loin de l'image de victimes déboussolées d'une violence qu'ils reproduiraient de manière involontaire et erratique, ces hommes s'avèrent pour la plupart parfaitement capables non seulement de ne pas être violents tant qu'ils sont en position dominée, mais aussi d'exercer la violence à leur tour pour peu que leur place dans la hiérarchie leur confère la légitimité nécessaire¹⁹.

- 11 Si l'État peut donc organiser l'apprentissage de la violence ainsi que son monopole par la « classe des hommes », il peut également se rendre complice de la violence alors perpétrée par la « classe des hommes » ainsi éduquée en fermant juridiquement les yeux sur les violences faites aux femmes. N'oublions pas que le titre de l'ouvrage, *Pax Neoliberalia*, est un pastiche de « *Pax Romana* », désignant la période de paix imposée par l'Empire romain aux régions sous son contrôle. Par antiphrase, le titre désigne ici les complicités du système politico-légal avec les instances néolibérales pour faire régner ce qui ressemble à un état d'entre-deux : ni de guerre déclarée, ni pour autant de paix. Falquet suggère de parler d'un état de « guerre de basse intensité », une technique de terrorisation des populations initiée en France dans les années 1960 à l'occasion de la guerre d'Algérie, puis exportée sur le continent américain par le biais de l'« Ecole des Amérique pour la coopération de sécurité » (*Western Hemisphere Institute for Security Cooperation*) dans les années 1970-1980. Il s'agit d'un état de terreur diffus, perpétré par des amateurs, à faible coût donc pour les États ou les complexes financiers, qui démoralise les tentatives de révolte ou d'union des forces. Le chapitre souligne ainsi, à l'aide de travaux de sociologues, criminologues et anthropologues, les contiguïtés entre les techniques d'assassinat de femmes à Ciudad Juarez et les années de « guerre sale » perpétrée par le Mexique contre les tentatives révolutionnaires et soutenue par les EUA. Ces années sombres ont contribué à créer un « processus collectif de transmission de techniques de violence par des représentants de l'autorité²⁰ » à des populations désormais précarisées, qui se chargent par des actes de délinquance d'entretenir à faible coût, et sans impliquer directement l'État ou les complexes financiers, le climat de terreur.

- 12 C'est sur ce contexte que se penche le chapitre trois de l'ouvrage, en prenant pour étude de cas les féminicides de masse à Ciudad Juarez :

(Il s'agit d'une) ville frontalière emblématique des logiques d'industrialisation puis de développement des zones franches caractéristiques du néolibéralisme. Elle illustre avec une clarté particulière la mise au travail de différentes catégories de main d'œuvre, au centre desquelles se trouvent les migrant.e.s et les femmes, le plus souvent prolétarisées et racialisées – le type de personnes qui, précisément, sont la cible des féminicides à Juarez²¹.

Selon Falquet, plutôt que de se pencher sur le caractère purement sexuel des féminicides perpétrés dans cette zone franche du néolibéralisme mexicain, il convient de croiser le profil des victimes avec des considérations de classe et de race, pour se rendre compte qu'il s'agit principalement de femmes.

(Celles-ci) effectuent le gros du travail anthroponomique [procréation, éducation, travail domestique, d'entretien, etc.] mais qui participent aussi largement à la production agro-industrielle – soit précisément les travailleuses dont le mode de vie est le plus transformé par la nouvelle organisation du travail et dont le travail génère d'énormes plus-values²².

- 13 En ce sens les féminicides – mais on pourrait également rapprocher cette situation des meurtres de Noirs américains récents qui ont donné naissance au mouvement « Black life matters » –, encouragés par une impunité quasi-systématique, contribuent à créer un climat de terreur qui normalise les comportements féminins, leur interdit de fait l'accès à certains espaces publics, à certains laps de temps (la nuit) et les poussent à la fois à la docilité sur le marché du travail, à la recherche de la protection masculine et à l'enfermement dans des espaces domestiques.

- 14 Le dernier chapitre, aux accents plus proches du mouvement écoféministe évoqué plus haut, aborde plus explicitement encore le lien entre colonisation, exploitation brutale des ressources naturelles et violence sur les corps des femmes. Dans le cas du Guatemala, sur lequel se focalise plus précisément l'analyse, il s'agit de corps de femmes autochtones, les indiennes Maya. C'est sous l'impulsion d'un général putchiste soutenu par les EUA, Rios Montt, que commence la colonisation de la zone Nord du pays, à la recherche d'essences précieuses et de terres pour l'élevage extensif. Celle-ci s'accompagne de déplacements violents de population et de viols en masse, profondément liés aux velléités extractivistes des compagnies. C'est sur cette contiguïté du corps terrestre, de l'exploitation de ses ressources et des violences faites aux corps féminins que des mouvements féministes et lesbiens proprement autochtones vont alors se mettre en place, ouvrant la parole sur les violences subies et demandant réparation. L'enjeu du chapitre, outre d'offrir de la visibilité à ces mouvements locaux relevant de ce que l'on peut appeler les « épistémologies du Sud²³ », est de contrer une réappropriation problématique – déjà dénoncée dans d'autres travaux²⁴ – des violences faites aux femmes en temps de guerre par des institutions internationales. En effet :

(Celles-ci tendent à) coopter les militant.e.s les plus dynamiques et à désamorcer les thèmes potentiellement radicaux en les réinterprétant, attitude qui contribue puissamment à l'ONGisation de ces mouvements, c'est-à-dire à leur transformation en une sorte de bureaucratie para-étatique (trans)nationale assurant à coûts réduits l'exécution d'une gouvernance globale pacifiée, basée sur une recodification des concepts des mouvements sociaux et la diffusion de nouvelles grilles d'analyse²⁵.

- 15 Le rôle de l'État est alors critiqué uniquement en aval, sur le motif de l'impunité des crimes de guerre, mais invisibilisé en amont, comme principale source d'inculcation des techniques de violence à une certaine classe d'homme, et bénéficiaire, avec les compagnies privées, des violences faites aux femmes et/ou aux militantes. Les thématiques développées par les militantes autochtones permettent au contraire de s'appuyer sur un savoir et une mémoire locale des agressions commises, de formuler des problématiques environnementales audacieusement liées à l'intégrité du corps des femmes et de faire passer les concernées du statut de « victime » ou plutôt de « cible » de la violence néolibérale à celui d'actrice de changement, de guérisseuse et de tisserande d'un nouveau lien social. Comme l'écrit De Sousa Santos dans son article sur les épistémologies du Sud :

Durant ces trente dernières années, les luttes les plus avancées ont été le fait de groupes sociaux dont la théorie critique eurocentriste n'avait pas prévu l'existence : femmes, peuples indigènes, paysans, afro-descendants, *piqueteros*, chômeurs, sans-papiers, homosexuels et lesbiennes. Ces groupes s'organisent sous des formes

totale­ment diffé­ren­tes (mou­ve­ments so­ciaux, com­mu­nau­tés lo­cales, ras­sem­ble­ments, au­to­ges­tion, oc­cu­pa­tion de ter­res et de bâ­ti­ments, or­ga­ni­sa­tions po­pu­laires é­co­no­miques, pé­ti­tions, ré­fé­ren­dums, etc.) de cel­les que pri­vilé­gie la théo­rie cri­tique eu­ro­cen­triste (le parti des tra­vail­leurs et le syn­di­cat, l'ac­tion in­sti­tu­tion­nelle, la lutte armée, la grève)²⁶.

- 16 Par consé­quent, l'une des ques­tions qui reste ou­verte à l'is­sue de l'ou­vrage se­rait de sa­voir com­ment faire com­mu­ni­quer le lan­gage du fé­mi­nisme ma­té­ria­liste avec celui des mi­li­tantes au­to­chtones, ici en l'oc­currence les in­diennes Maya ? On constate en effet une cer­taine rup­ture de dis­cours entre le der­nier cha­pit­re, sans doute écrit le plus ré­cem­ment d'un point de vue chro­no­logique, avec les trois pre­miers, le der­nier laissant pro­gres­sive­ment la place à un ré­seau con­ceptuel « non-oc­ci­den­tal » et local pour se clôturer sur un texte pro­pre­ment lit­té­raire. C'est alors une voix au­to­chtone que l'on entend en lisant *Berta dans les eaux*, écrit par la poétesse hon­du­rienne Melissa Car­do­za à la mé­moire de son amie Berta Ca­ce­res as­sa­sinée en 2016, après des années de dé­fense du fleuve Gualcarque contre le projet de bar­rage hy­dro­élec­trique d'Agua Zarca. Com­ment donc con­necter plus in­ti­mement les analyses hé­ri­tées du fé­mi­nisme ma­té­ria­liste, les tra­vaux des *post-colonial studies* et les pro­duc­tions de dis­cours à la frontière entre la cri­tique et la lit­té­ra­ture de l'éco-fé­mi­nisme ? Com­ment tisser et/ou tra­duire ces dis­cours entre eux ?
- 17 En se situant dans le sillage des analyses issues de la tradition fé­mi­niste ma­té­ria­liste sur le « travail con­si­dé­ré comme fé­mi­nin », Jules Falquet projette ces outils con­ceptuels dans le cadre de la mon­dia­li­sa­tion néo-libérale pour en mon­trer l'opé­ra­ti­vi­té. Les tra­vaux de Colette Guillaumin sur la ten­dance croissante à l'é­poque ac­tuelle d'un pas­sage de l'ap­pro­pria­tion privée de la classe des femmes par la classe des hommes à une ap­pro­pria­tion collective s'avère d'une effi­cacité redoutable pour com­prendre les phé­no­mènes sys­té­ma­tiques de violence domes­tique et/ou de fé­mi­nicide dans des zones par­ti­cu­liè­re­ment vul­né­rables à la pré­da­tion néo-libérale, sou­met­tant les femmes à la double in­jonction de rester dans l'espace privé pour s'oc­cu­per des tâches domes­tiques et de se vendre à bas prix sur le marché du travail. Soustrayant les violences perpé­tuées contre les femmes au traitement en « fait divers » bien sou­vent opéré par les médias, l'ou­vrage de Falquet permet de les replacer dans un contexte struc­turel de maintien et de ren­for­ce­ment de deux groupes sociaux séparés, la classe des hommes et la classe des femmes, et de rattacher les cas singuliers à un phé­no­mène diffus mais néanmoins bien présent, la « guerre de basse intensité » de la classe des hommes contre la classe des femmes, et parmi elles, principale­ment les racisées et les prolé­ta­ri­sées. L'ou­vrage place les États, la sphère ju­ri­dique, les groupes militaires et para­mi­li­taires face à leurs res­pon­sa­bi­li­tés non seule­ment dans la per­mis­si­vi­té du phé­no­mène en aval mais dans sa création par la diffusion de techniques de violence incarnée par des figures d'au­to­ri­té en aval. Enfin le texte es­quisse un rapprochement entre la tradition fé­mi­niste ma­té­ria­liste et les nouvelles épistémologies du Sud, issues de mou­ve­ments sociaux originaux, en marge des organes tradi­tion­nels de lutte sociale dans l'hé­mi­sphère Nord. C'est à cette main tendue et aux conditions de rapproche­ments, de tra­duc­tions et de trans­ferts de concepts qu'il reste à réfléchir.

NOTES

1. Entendre par là les projets ou institutions qui œuvrent à la promotion des droits des femmes mais dans un cadre néolibéral.
2. Voir par exemple Jules Falquet, « L'ONU, allié des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales » in *Multitudes*, 2003/1, n° 11.
3. J. Falquet, « Femmes de ménage, loueuses d'utérus, travailleuses du sexe et travailleuses du care. Le "désamalgamage conjugal" en contexte néolibéral : libération ou nouvelles formes d'appropriation ? » in *Documents de travail du MAGE*, n° 18, 2014, p. 241-258.
4. Sophie Wustefeld et Oriane Petteni, « Entretien avec Jules Falquet : Matérialisme féministe, crise du travail salarié et imbrication des rapports sociaux », in *Cahiers du GRM*, Open Edition, n° 10, 2016, <https://grm.revues.org/824>
5. J. Falquet, « Le capitalisme néolibéral, allié des femmes ? Perspectives féministes, matérialistes et imbricationnistes », in Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Hélène Guétat-Bernard (dir.), *Sous le développement, le genre*, Marseille, IRD Editions, 2017.
6. S. Wustefeld et O. Petteni, « Entretien avec Jules Falquet », *op. cit.*
7. J. Falquet, *Pax Neoliberalia, Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, Donnemarie-Dontilly, Editions iXe, 2016.
8. Notons que les deux catégories « femmes au foyer-travailleuses précarisées » et « activistes féministes » ne s'excluent pas et peuvent parfois se croiser.
9. Emilie Hache, *Reclaim, Recueil de textes écoféministes*, Paris, Editions Cambourakis, 2016.
10. Silvia Federici, *Caliban et la sorcière*, Paris, Editions Entremonde, collection rupture, 2017.
11. A ce sujet voir l'introduction et le dossier de traduction dans : Jessica Borotto, Alain Loute, Oriane Petteni et Sophie Wustefeld (dir.), *Cahiers du GRM*, Open Edition, n° 10, 2016, <https://grm.revues.org/824>
12. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 27
13. Paola Tabet, *La grande arnaque, Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, Editions L'Harmattan, 2004.
14. J. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 67.
15. *Ibid*, p. 26.
16. Jules Falquet entend par ce thème les individus identifiés comme masculin, donc « appartenant à la classe des hommes », indépendamment des données biologiques.
17. Pinar Selek, *Service militaire en Turquie et construction de la classe de sexe dominante*, Paris, Editions L'Harmattan, 2014.
18. J. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 70.
19. J. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 87.
20. *Ibid*, p. 129.
21. *Ibid*, p. 101.
22. J. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 124.
23. Boaventura De Sousa Santos, « Epistémologies du Sud », in *Editions de l'EHESS. « Etudes rurales »*, 2011/1 n° 187, pp. 21-49.
24. Voir par exemple J. Falquet, « L'ONU, allié des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales », in *Multitudes*, 2003/1, n° 11.
25. J. Falquet, *Pax Neoliberalia*, *op. cit.*, p. 137.
26. B. De Sousa Santos, « Epistémologies du Sud », *op. cit.*, p. 29

RÉSUMÉS

Le présent texte est un compte-rendu du dernier ouvrage de la sociologue et féministe matérialiste Jules Falquet *Pax Neoliberalia*. Celui-ci, à travers quatre études de cas (Salvador, Turquie, Mexique, Guatemala), cherche à rendre compte de la violence faite aux femmes dans un cadre globalisé, à partir d'outils conceptuels issus du féminisme matérialiste. La perspective adoptée permet de dénaturaliser la violence exercée par les hommes envers les femmes, en décalant la lecture « *pulsionnelle* » vers des problématiques et des enjeux économiques très concrets. La violence faite aux femmes dans l'espace public et privé est alors comprise comme moyen de s'assurer une main d'œuvre à très bas prix, voire gratuite et de maintenir l'organisation sociale qui autorise cette extorsion de travail, la structure patriarcale. Jules Falquet met également en lumière la manière dont diverses institutions, dont l'Etat dans le cas du service militaire, organisent l'apprentissage et la transmission de cette violence de la classe des hommes envers la classe des femmes. La dernière étude de cas (Guatemala) permet de mettre en lumière les techniques innovantes de luttes des collectifs de femmes autochtones afin de reprendre le contrôle et sur les corps, et sur leurs terres, dans une synthèse proche de l'écoféminisme.

INDEX

Mots-clés : féminisme matérialiste, violence envers les femmes, globalisation, travail domestique, sociologie, Falquet Jules, Turquie, Mexique, Guatemala, Salvador

Index géographique : Europe

AUTEURS

ORIANE PETTENI

Oriane Petteni est aspirante FNRS et doctorante à l'université de Liège. Ses recherches portent sur l'idéalisme allemand et la philosophie française contemporaine, notamment dans ses versions féministes et décoloniales.